

Les représentations du patronat dans les congrès syndicaux L'exemple de la métallurgie

IHS-CGT Métallurgie F.Duchesnes/ZG

Les rapports des travailleurs à leurs exploiters sont constitutifs de syndicalisme. Il nous a paru intéressant de regarder, dans l'histoire de la Fédération CGT de la métallurgie, comment ont été nommés, désignés, interpellés les patrons, l'organisation patronale, le capitalisme.

Avec quel vocabulaire, quelles images, nous quels thèmes parlons-nous, hier et aujourd'hui, de l'adversaire de classe ? Quels registres employons-nous, dénonciation, investigation, éducation, négociation ?

Si le terme de « patron voyou » est bien attesté dans le vocabulaire contemporain, il y a aussi « les truands du patronat » de Marcel Caille, des efforts pour comprendre l'organisation patronale, du Comité des Forges à l'UIMM.....

A partir de quels éléments travailler ?

Nous avons les documents visuels, images, dessins, caricatures, très parlants au fil du temps sur ce qu'est symboliquement le patronat (la richesse, la violence, les marchands de canons, etc...). Nous avons également commencé l'étude de collections de journaux édités par notre fédération « l'Union des Métaux », « le guide du métallurgiste ») et lancé un appel aux syndicats pour qu'ils regardent leur propre collection de journaux, tracts, ce qui pourrait nous rapprocher des rapports directs aux patrons, grands et petits, dans la métallurgie (voir contribution des syndicats SNECMA).

Nous avons enfin, et ce sera l'objet de cette contribution, entrepris de comparer les textes de plusieurs congrès fédéraux choisis à des moments importants de l'histoire fédérale pour y regarder comment nous y parlons du patronat.

Les premiers congrès : 1911, 1913

- **Le premier congrès de la Fédération** (créée en mai 1909 à Paris) se tient en 1911. Il n'y a pas de rapport introductif, les thèmes à l'ordre du jour sont débattus les uns après les autres, le thème majeur est le processus d'unité de la Fédération.

Alphonse Merrheim, secrétaire général, intervenant à 6 reprises prend peu de temps pour dénoncer les stratégies et comportements patronaux. Les délégués dans leurs interventions s'y emploient largement. Il monte au créneau sur la défense et l'organisation des travailleurs frontaliers belges, la coopération syndicale internationale et le positionnement internationaliste de la Fédération.

« L'ouvrier belge est un travailleur exploité, comme le travailleur français. C'est un devoir de défendre le travailleur étranger au même titre que l'ouvrier

français. Ce devoir ne devrait pas se discuter » Dans la partie consacrée à la caisse de solidarité, il dénonce le comportement patronal courant « des camarades chassés des ateliers obligés de quitter leur région, pourchassés par la haine du patron ».

• **Le rapport moral administratif et financier, au congrès de 1913**, revient sur cette violence exercée par le patronat : « La répression, la peur de l'organisation ouvrière suscite chez nos ennemis de classe une telle haine ; militants persécutés, syndiqués congédiés, procédés ignobles de marchandage, des fiches policières, de représailles cyniques et aveugles, telles sont les armes qu'emploient nos maîtres. C'est une grave défaite pour le patronat d'être contraints, par les consciences révoltées, de dévoiler son mépris du producteur et son dessein de servitude ouvrière »

Sur le fond, Merrheim insiste dans ses différents autres interventions sur :

- la traduction de la Charte d'Amiens (où il n'est pas dit que le syndicalisme se suffit à lui-même...)
- l'importance de la propagande pour atteindre la masse jusque dans le plus petit village, redonner confiance. Trop de choses sont dites que les ouvriers ne comprennent pas.
- l'éducation des militants, professionnelle, politique, philosophique, pour une action syndicale complète ; pour une révolution économique qui soit le fruit des travailleurs eux-mêmes.

Les congrès de 1936 et 1938

• **Au congrès de 1936**, les rapports et les interventions sont très concrets sur le patronat. Le président, dans sa présentation, exprime « nos sentiments de solidarité unanimes à nos camarades de Lille et de Pompey en lutte contre un patronat rapace ». Plusieurs intervenants soulignent « la nécessité d'une organisation centralisée des ouvriers », « d'un bloc des métallurgistes, face au bloc des patrons » ; face à « l'organisation centralisée du Comité des Forges ».

Ambroise Croizat : « On a mis à la présidence de cette confédération patronale le capitaine d'industrie lourde, les intérêts du capital financier, l'homme qui répond aux aspirations du patronat de droit divin ».

Benoît Frachon poursuit : « Il y a derrière M. Gignoux d'autres hommes qui, dans la vie économique du pays, jouent un rôle important. Il y a derrière lui les grands capitalistes du Comité des Forges, les de Wendel, les Schneider et compagnie... »

M. Gignoux serait plus franc s'il déclarait, le problème n'est pas celui de la paix sociale, il est que les ouvriers veulent conserver et consolider l'accord Matignon et les lois sociales, et nous patrons nous voulons détruire cet accord et les lois sociales. Derrière les formules alambiquées son objectif est l'objectif de M. de Wendel.

• **Le congrès de 1938** est confronté à ce véritable « sabotage des lois sociales » par le patronat. Le Comité des Forges, représentant des grands trusts, a multiplié

et multiplie ses efforts pour opérer un changement dans la politique sociale du pays. Il est responsable des nouvelles difficultés. Il est le grand responsable de l'augmentation du coût de la vie, des attaques sur les 40 heures. Il est également responsable des retards de production dans la défense nationale, désigné donc comme « saboteur ».

La conclusion du rapport : « c'est le Comité des Forges, ce sont les 200 familles qui sabotent l'économie ». Le rapport sur le programme d'action fédérale ajoute que « c'est le Comité des Forges qui, par ses méthodes de liaison avec le fascisme national et international, a permis, dicté au gouvernement actuel les mesures qui ont été prises et qui auront pour conséquences d'aggraver la misère »

Benoît Frachon : « nos capitalistes français considèrent maintenant l'hitlérisme comme le gendarme de l'Europe contre le mouvement ouvrier ».

Le congrès de Lille, 1960

Le rapport d'ouverture présenté par Jean Breteau, secrétaire général, associe tout du long le « pouvoir gaulliste », le « pouvoir personnel », au patronat, aux monopoles. Pour désigner ces adversaires, le rapporteur utilise différents termes :

- « De Gaulle », « pouvoir gaulliste », « chef de l'Etat » : plus de 40 fois
- « patronat », « capitalistes », « exploitateurs », « profits capitalistes » : 30 fois
- « les hommes des trusts », « les hommes de monopoles » : 12 fois
- « le pouvoir personnel », « la bourgeoisie monopoliste » : 10 fois
- « l'Etat patron », la « Vème République », « le Marché Commun », « l'Europe » : 20 fois

On évoque les patrons de la métallurgie ou « le patronat » (mais jamais de référence à l'UIMM), on fait 1 fois allusion aux « chambres patronales », mais au moins 35 groupes de différentes industries sont cités.

• **La formidable concentration des capitaux est l'un des thèmes traités :**
« L'interprétation des capitaux, le cosmopolitisme sont devenus tels qu'il est extrêmement compliqué de dégager exactement le nombre de familles qui dominent les industries de la métallurgie ».

Le rapport s'y essaie pourtant, par exemple dans l'aéronautique « dominés par deux hommes : Méréil pour le secteur nationalisé, Dassault pour le secteur privé ». Il souligne également « l'entrée du capital américain dans les industries de la métallurgie ». Il dénonce la pression constante sur les salaires et l'intensification des rythmes de travail.

• **Les revendications économiques et sociales**

L'augmentation des salaires et appointements est notre première revendication. A la suite on trouve la dénonciation de cette formulation (reprise au goût du jour par Sarkozy) « travailler plus pour gagner plus », et l'exigence d'une réduction du temps de travail sans perte de salaire.

Les arguments patronaux pour refuser tout cela sont bien connus : « concurrence étrangère, situation précaire de l'industrie ». Le travail au rendement est dénoncé avec citation de l'américain Taylor : « tenir devant les ouvriers une prime pour les faire grimper ». L'exigence d'un salaire garanti conduit à la revendication d'un salaire établi contractuellement à l'échelle d'une région, d'un département.

L'âge de la retraite, des congés payés, les contrats de travail (suppressions des contrats provisoires) sont également évoqués et sont soumis à l'appréciation du congrès. Le rapport revient également sur les tâches de propagande et d'éducation. « Pour faire connaître notre opinion, nos idées, apporter des explications, nous utilisons la propagande écrite et orale ». « Pour réaliser nos tâches il faut livrer une véritable bataille idéologique, qui doit être menée par toutes les publications de la Fédération et de toutes ses organisations ».

Il s'agit par exemple de dénoncer les efforts déployés par le patronat pour essayer d'entraîner les militants, les travailleurs dans la collaboration de classe. Le rapport donne des conseils : « écrire et parler simplement pour toucher la raison et les sentiments des métallurgistes... La propagande c'est une bataille idéologique. Elle a pour but de contribuer à élever le niveau idéologique des travailleurs de la métallurgie. L'éducation est donc une de ses activités.

Le congrès fédéral le plus récent, mars 2008

Le rapport d'ouverture est présenté par Philippe Martinez, membre du Bureau Fédéral, élu secrétaire général au terme du congrès.

Le patronat est particulièrement présent dans ce rapport ainsi que dans le rapport de Bernard Thibault car « l'affaire Gautier-Sauvagnac » vient d'éclater quelques semaines auparavant.

• **Le vocabulaire employé dans le rapport** : il est finalement centré sur l'organisation patronale et sur le collectif plus que sur l'individuel :

- « le Medef » est cité 5 fois
- « la CGPME » : 1 fois
- « les organisations patronales » : 4 fois
- « les entreprises » : 4 fois
- « les employeurs » : 1 fois
- « les plus grosses fortunes professionnelles » : 1 fois
- « les patrons » : 2 fois
- « les dirigeants d'entreprises » : 2 fois
- « les PDG » : 1 fois
- « l'UIMM » : 3 fois
- « Gautier-Sauvagnac » : 1 fois
- « les parachutes dorés » : 2 fois
- « les truands du patronat » : 1 fois
- « le capital » : 1 fois
- « les chambres patronales » : 1 fois
- « la finance » : 1 fois

- « les actionnaires » : 3 fois
- « le patronat » : 2 fois

• **Image et concepts**

L'argent de l'UIMM a d'abord servi « à toutes les turpitudes du patronat » ; la Fédération dénonce « un scandale patronal sans précédent », elle parle « d'omerta », de « système de financement opaque assumé collectivement par le patronat ». Il faut se souvenir que le Medef et UIMM ont beaucoup « communiqué » autour de cette affaire pour envoyer la balle dans le camp des syndicats !.

La fédération rappelle que « l'UIMM », ses représentants sont les héritiers du Comité des Forges. « Les truands du patronat » ce n'est pas seulement du passé ».

- La caisse noire de l'UIMM, c'est 600 millions d'euros consacrés à casser les mouvements sociaux et les conflits.

Le rapport indique également que « le Bureau de l'UIMM est composé des présidents d'AREVA, Dassault, EADS, ESSILOR, Peugeot, Renault, Thalès, Thomson ». On s'inscrit là dans une volonté de traduire dans le concret pour les délégués cette organisation si opaque et secrète que l'on découvre à l'occasion d'un scandale de qui elle est composée, par qui elle est dirigée. C'est une pratique patronale constante d'entretenir des écrans de fumée pour que les travailleurs ignorent qui décide et qui est responsable, qu'ils restent face au vide ou à l'abstrait.

« Nous exigeons toute la transparence sur cette affaire, sur le financement et la représentativité de l'UIMM et du Medef, au moment où ceux-ci tentent d'alimenter la suspicion sur les organisations syndicales. Nous n'avons pas de leçon à recevoir des truands du patronat ».

• **Les thèmes revendicatifs**

- La question des salaires et des profits : « la stratégie du Medef inspire la politique gouvernementale. 15 milliards de cadeaux ont été accordés aux entreprises, les différents systèmes d'exonérations des cotisations sociales pour les employeurs favorisent les bas salaires...

Les aides versées aux entreprises ont atteint le chiffre record de 65 milliards d'euros en 2006, soit quasiment 2 fois le déficit budgétaire de la France.

...Le total des 500 plus grosses fortunes professionnelles de France est passé en 1 an de 200 milliards d'euros à 280 et pèse désormais 15 % du produit intérieur brut contre 6 % il y a 10 ans.

Les salaires des patrons : « 40 % d'augmentation l'an dernier, qui font des patrons français du CAC 40 les dirigeants d'entreprises les mieux payés d'Europe avec en moyenne 6,81 millions d'euros annuels ». Comment ne pas

évoquer les parachutes dorés qu'ont touché les PDG d'EADS, Carrefour, Accor ou Vinci ?

- La question de l'emploi industriel : deux logiques s'opposent clairement, celle du développement humain (salaires, formation, création d'emplois) et de l'investissement productif de qualité, et de l'autre côté une logique de rentabilité à outrance au service de la finance. De longs passages sont consacrés aux restructurations, à la mise en concurrence des salariés entre eux ainsi qu'aux propositions alternatives faites par la fédération.

• **La démarche revendicative et de négociations**

« le combat de classe que nous revendiquons se situe entre le capital et le travail, pas entre les salariés de catégories différentes ». « Lors des négociations, de consultation des salariés à chaque étape primordiale ».

En guise de premières conclusions, il nous semble que :

- le rapport au patronat est, tout au long de l'histoire, présent et déterminant dans les énoncés ;
- le « patronat organisé », voire des formules encore plus vagues comme les « actionnaires » ou les « marchés financiers », prennent le pas sur les hommes, ceux qui sont pourtant toujours là pour qu'ils reçoivent de hauts salaires ou des parachutes dorés
- le travail de mystification du patronat est constant et les tâches d'explication, de décryptage, d'altération sont énormes pour les syndicalistes. Rappelons cette émission télé en 2009 où un représentant de l'UMP s'est lancé dans une défense vibrante du système en crise : « c'est le capitalisme qui a tout donné à notre société, son niveau de vie, ses emplois ».... Dans l'entreprise, grande ou petite, la charge idéologique n'est pas moindre, on doit son salaire, son emploi, etc..... au patron !

Le rapport de force entre les patrons et les travailleurs a toujours donné lieu à des affrontements d'idées : qui est « violent », qui est « voyou », qui est « légitime » ? La façon de nommer les forces sociales en présence est un élément constitutif de cette bataille dont l'étude mérite bien plus de recherche que cette première ébauche.



Contribution réalisée par Françoise Duchesne à partir d'un travail de recherche du collectif IHS Métallurgie créé à cet effet et composée de Françoise Duchesne, Jacques Trégaro, René Mouriaux, Jean Pierre Elbaz, Alphonse Véronèse, Bernard Lamirand.